



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 24 MARS 2025

Département du Bas-Rhin

L'an deux mille vingt-cinq à vingt heures

Nombre des membres du
Conseil Municipal élus :
33

Le 24 mars

Le Conseil Municipal de la Ville d'OBERNAI, étant assemblé en **session ordinaire**, à l'Hôtel de Ville – salle Renaissance - après convocation légale en date du 11 mars 2025, sous la présidence de **Monsieur Bernard FISCHER, Maire**.

Nombre des membres qui se
trouvent en fonction :
33

Etaient présents :

Mme Isabelle OBRECHT, M. Robin CLAUSS, Mme Isabelle SUHR, M. Frank BUCHBERGER, Mme Marie-Christine SCHATZ, M. Jean-Jacques STAHL, Adjoint au Maire
M. Christian WEILER, Mme Adeline REISS, M. Martial FEURER, Mme Sandra SCHULTZ, M. Ethem YILDIZ, Mme Marie-Claude SCHMITT, M. Ludovic SCHIBLER, Mme Dominique ERDRICH, M. Benoît ECK, Mme Elisabeth DEHON, M. Jean-Pierre MARTIN, Mme Sophie VONVILLE, M. Xavier ABI-KHALIL, M. Jean-Louis NORMANDIN, Mme Pascale GAUCHE, Mme Catherine EDEL-LAURENT, M. Jean-Louis REIBEL, M. Guy LIENHARD, Mme Sophie THEVENIN, M. Sébastien BRETON, Conseillers municipaux

Nombre des membres qui ont
assisté à la séance :
27

Nombre des membres
présents
ou représentés :
31

Absents étant excusés :

Mme Sophie SCHULTZ-SCHNEIDER, conseillère municipale
Mme Céline OHRESSER-OPENHAUSER, conseillère municipale
M. David REISS, conseiller municipal
Mme Sophie ADAM, conseillère municipale
M. Pascal BOURZEIX, conseiller municipal
Mme Elisabeth COUVREUX, conseillère municipale

Procurations :

Mme Sophie SCHULTZ-SCHNEIDER a donné procuration à M. Bernard FISCHER
Mme Céline OHRESSER-OPENHAUSER a donné procuration à Mme Isabelle OBRECHT
M. David REISS a donné procuration à Mme Isabelle SUHR
Mme Elisabeth COUVREUX a donné procuration à Mme Catherine EDEL-LAURENT

022/03/2025 : PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL TENANT LIEU DE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLUI-H) PRESCRIT PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE SAINTE ODILE : DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES (PADD)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

(M. Robin CLAUSS, M. Xavier ABI-KHALIL, Mme Céline OHRESSER-OPENHAUSER, Mme Marie-Claude SCHMITT, Mme Catherine EDEL-LAURENT ne participent pas aux débats art. L.2541-17 du CGCT)

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II »,

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite « ALUR »,

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets,

VU le Code général des collectivités territoriales,

Accusé de réception en préfecture
067-216703488-20250324-2025-022-DGS-DE
Date de télétransmission : 28/03/2025
Date de réception préfecture : 28/03/2025

VU le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.151-5 et L.153-12,

VU l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant mise en conformité des statuts de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile (CCPO) et plus particulièrement le transfert de compétence « urbanisme » modifiés par arrêté préfectoral du 25 juin 2021,

VU la délibération n°2021/07/01 du Conseil Communautaire du 10 novembre 2021 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, arrêtant les modalités de la collaboration entre la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile et les communes membres, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation préalable avec le public,

VU les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi-H détaillées dans le rapport de présentation,

VU la délibération du Conseil Municipal n°065/03/2023 du 2 mai 2023 prenant acte de la tenue d'un premier débat sur les orientations générales du PADD du PLUi-H prescrit par la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, tel que présenté en annexe 1 de cette délibération,

VU la délibération n°2023/02/25 du Conseil Communautaire du 3 mai 2023 prenant acte de la tenue des débats sur les orientations générales du PADD du PLUi-H prescrit par la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, tel que présenté en annexe 1 de cette délibération,

VU le Projet d'Aménagement et de Développement Durables actualisé en annexe 1 à la présente délibération,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme, les Conseils Municipaux des communes membres et le Conseil Communautaire sont invités à débattre sur les orientations générales du projet de PADD au plus tard 2 mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'en vertu de ce même article, lorsque le Plan Local d'Urbanisme est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale, le débat prévu au sein des Conseils Municipaux des communes membres sera en tout état de cause réputé tenu s'il n'a pas eu lieu au plus tard deux mois avant l'examen du projet de PLUi-H,

CONSIDERANT qu'en vertu de l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des énergies renouvelables, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale.

Pour la réalisation des objectifs de réduction d'artificialisation des sols [...], le projet d'aménagement et de développement durables fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il ne peut prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que s'il est justifié, au moyen d'une étude de densification des zones déjà urbanisées, que la capacité d'aménager et de construire est déjà mobilisée dans les espaces urbanisés. Pour ce faire, il tient compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du Plan Local d'Urbanisme et l'analyse prévue à l'article L.153-2.

CONSIDERANT le diagnostic territorial et l'état initial de l'environnement du projet de PLUi-H présenté aux personnes publiques associées et mis à disposition du public,

CONSIDERANT que le PADD a été construit de la manière la plus partagée possible, au travers d'échanges, d'ateliers participatifs et collaboratifs, de réunions de travail et de présentation, auprès :

- des élus municipaux et communautaires, incluant notamment et selon les étapes, le Conseil Communautaire, la commission urbanisme intercommunale, les comités techniques et de pilotage du PLUi-H, le bureau des Maires faisant office de conférence intercommunale des Maires, les Conseils Municipaux et les commissions respectives le cas échéant,
- des personnes publiques associées à la procédure d'élaboration,
- du public via différents supports d'expression visant à recueillir leurs avis, idées, vision du territoire à moyen et long terme, et notamment les ateliers citoyens de co-construction et une réunion publique de présentation,

SUR AVIS de la Commission de l'Environnement, de l'Urbanisme, des Mobilités et des Equipements en sa séance du 26 Février 2025,

SUR LES EXPOSES PREALABLES résultant du rapport de présentation,

APRES AVOIR DEBATTU DES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES,

1° PREND ACTE

de la tenue du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi-H prescrit par la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile, au sein du Conseil Municipal de la Ville d'Obernai, tel que présenté en annexe n°1 de la présente délibération.

2° PRECISE

que les interventions des élus au cours de ce débat sont retranscrites en annexe n°2 à la présente délibération.

3°CHARGE

Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué de notifier la présente délibération et ses annexes, après publicité et transmission au représentant de l'Etat, à Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Sainte Odile.

Le Maire certifie le caractère exécutoire de cette décision, conformément à l'article L2131-1 du CGCT, compte tenu de l'accomplissement des formalités d'affichage et de publication (sur le site internet de la commune) prévues à l'article L2121-25 du CGCT et de sa transmission au représentant de l'Etat effectuées en date du 26 mars 2025 et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de cette date.

Pour extrait conforme
Obernai, le 26 mars 2025

Le Secrétaire de séance



M. Sébastien BRETON

Le Maire



Bernard FISCHER